

Liberté de circulation !

Réfugié-e-s, migrant-e-s, vous êtes les bienvenu-e-s !

La situation intolérable faite aux réfugié-e-s et migrant-e-s se poursuit et s'aggrave. Alors qu'ils **fuiant la guerre et la misère** largement provoquées par les politiques des gouvernements occidentaux, dont la France (pillage des richesses, guerre en Afrique et au Moyen-Orient) la seule réponse qui leur est faite est la fermeture des frontières, la multiplication des barrages policiers, les murs et barbelés aux portes et à l'intérieur de l'Europe.

En France, nombre de migrants et demandeurs d'asile se retrouvent à la rue. À Calais près de 7 000 personnes vivent dans des conditions effroyables. Nous ne pouvons l'accepter. De même nous n'acceptons pas que des sans papiers continuent d'être expulsés et que des jeunes sans papiers soient enfermés en attendant leur expulsion. Nous exigeons en particulier, en urgence absolue, un logement pour tous ceux qui sont à la rue et la protection de tous les jeunes sans papiers :

Assez de réfugiés-e-s, de migrants sans abris ou expulsés !

→ la Métropole doit ouvrir ses logements vides !

Assez de mineurs-e-s isolés étrangers en prison, de jeunes non pris en charge !

→ la Métropole doit assurer l'aide à l'enfance !

On ne peut accepter qu'à Bron (voir au dos) plusieurs dizaines d'Albanais, des familles entières, nombre d'entre eux étant demandeurs d'asile, soient jetés à la rue. On ne peut accepter qu'à Vaulx-en-Velin, 13 familles, dont 27 enfants scolarisés, se trouvent chaque soir à la rue.

On ne peut accepter qu'à Lyon (voir au dos) des mineurs isolés étrangers soient emprisonnés, des jeunes soient enfermés au CRA (Centre de Rétention Administrative), voire expulsés.

Nous refusons que l'on "trie" les immigré-e-s selon les pays d'origine ou les "causes" de leur exil. Nous sommes solidaires de tous, ceux et celles de Syrie comme d'Afrique ou d'Asie, qu'on les nomme réfugiés, migrants ou sans papiers. Nous exigeons les mêmes droits pour tous.

Au-delà, il est nécessaire de **combattre la politique "d'immigration choisie" et les lois qui créent les sans papiers**, d'imposer aux gouvernements européens **l'ouverture des frontières**, la liberté de circulation, et donc démanteler les accords de Dublin et Frontex pour qu'en particulier la Méditerranée ne soit plus un gigantesque cimetière.

C'est pour quoi, après l'interdiction du rassemblement prévu le 21 novembre, contre laquelle nous protestons, nous appelons à un nouveau

Rassemblement jeudi 3 décembre

à partir de 18 h place des Terreaux à Lyon (métro Hôtel de Ville)

devant l'Hôtel de Ville de Lyon où siège le Président de la Métropole

à l'appel de : ATTAC-Rhône, CGT Vinatier, Collectif des EtudiantEs EtrangerEs, Collectif 69 Palestine, Comité d'Information pour une SYrie Libre et Démocratique, Coordination des Groupes Anarchistes-Lyon, Émancipation-69, ENSEMBLE!, FSU 69, LDH Rhône, L'insurgé, Lutte Ouvrière, MRAP LYON 1-4, MRAP LYON 3-7-8, Nouveau Parti Anticapitaliste, OCML-VP, Parti de Gauche 69, RESF-69, Solidaires 69, Solidaires EtudiantEs, UJFP Lyon, UPC, ...

En France, il y a les moyens et les lieux pour accueillir les réfugié-e-s et les migrant-e-s

C'est au gouvernement et aux collectivités de prendre en charge ces réfugié-e-s et migrant-e-s. Si cela ne suffit pas, le gouvernement peut prendre des mesures exceptionnelles. Mais il procède à l'inverse.

Le 21 octobre 2015, à Bron, la police a évacué un squat voué à la démolition et appartenant à la Métropole. Plusieurs dizaines d'Albanais vivent désormais au pied de l'immeuble. Dont 12 familles avec enfants. La plupart devraient légalement être hébergés et pris en charge car leur demande d'asile est en cours de procédure. D'autres relèvent de la procédure d' "étranger malade".

Or, la Métropole dispose de multiples immeubles vides, utilisables pour loger ces expulsés, ainsi que tous ceux qui, chaque soir dans l'agglomération lyonnaise, se retrouvent à la rue. À Bron et aussi à Vaulx-en-Velin, des habitants se sont mobilisés contre la mise à la rue de familles (dont les enfants sont scolarisés dans les écoles du quartier). Rejoignez ce combat.

Les mineur-e-s isolés, les jeunes majeur-e-s particulièrement menacés

Pendant l'accueil de quelques uns, la répression et les expulsions continuent. Les mineurs étrangers isolés sont particulièrement menacés. À Lyon et ailleurs, les autorités (préfecture, aide à l'enfance/Métropole) refusent de reconnaître les papiers d'identité de leur pays d'origine, afin de ne pas être contraintes (en application de la loi sur l'enfance) de leur accorder l'aide sociale à l'enfance.

On emprisonne des mineurs isolés, à qui il est reproché, sur la base de tests osseux non fiables, d'avoir bénéficié de l'aide sociale à l'enfance alors qu'ils seraient majeurs ! Et pour les jeunes majeurs, les difficultés d'accès à un titre de séjour seront aggravées par les nouvelles lois sur l'asile et le droit des étrangers.

À Saint-Genis-les-Ollières aussi, les réfugié-e-s et migrant-e-s sont les bienvenus

Malgré les appels à la haine, de nombreux habitant-e-s et associations s'expriment pour l'accueil des Roms prévu à Saint-Genis-les-Ollières, en solidarité avec ces populations discriminées, expulsés de leurs campements de fortune, alors qu'elles fuient la misère et le racisme.

Réfugié-e-s syriens : une situation emblématique

Depuis le début de l'été, les Syriens constituent une part importante des réfugié-e-s arrivant en Europe. Les médias focalisent sur la barbarie de Daesch. Mais ils oublient la barbarie du régime de Bachar al-Assad qui massacre le peuple syrien depuis plus de 4 ans, en toute impunité.

Au-delà des cas particuliers

Se mobiliser pour trouver une solution aux urgences est nécessaire. Mais au-delà, nous combattons les lois qui créent ces situations.

Il faut abroger les accords de Dublin qui obligent les migrant-e-s à faire leur demande d'asile dans le pays de leur premier enregistrement.

Il faut également des papiers pour tous les réfugié-e-s et migrant-e-s, pour tous les sans papiers et leur donner les moyens de s'installer et de travailler en Europe s'ils le souhaitent.

Il faut démanteler Frontex, abroger les lois qui entravent la liberté de circulation et permettent de multiplier les expulsions, fermer les Centres de Rétention Administrative. Les budgets consacrés à la chasse aux migrants doivent être consacrés à les accueillir.